



Cours à distance paralysés : les explications du ministère de l'Education nationale contestées



L'école à la maison a connu, et connaît encore, de nombreux ralentissements. Mardi, le ministre de l'Education nationale Jean-Michel Blanquer a évoqué dans un premier temps une cyberattaque « venue de l'étranger » puis a mis en cause un opérateur privé.

Par L'Obs

Publié le 07 avril 2021 à 13h39 Mis à jour le 07 avril 2021 à 13h55

Temps de lecture 2 min



Un adolescent travaille depuis chez lui, en mars 2020. (Frederic DIDES/SIPA / Frederic DIDES/SIPA)

La reprise de l'école à la maison n'a pas été fluide, loin s'en faut. La journée de mardi a été marquée par des bugs informatiques, causant un ralentissement des outils utilisés pour l'enseignement à distance et laissant nombre d'élèves dans l'incapacité de travailler. Des problèmes techniques qui se poursuivent ce mercredi 7 avril. Blanquer, les écoles et le Covid : les dégâts sanitaires et politiques du déni

Face à ce démarrage poussif, les explications du ministre de l'Education nationale Jean-Michel Blanquer, entre « cyberattaque venue de l'étranger » et serveurs saturés, ont parfois peiné à convaincre.

Des serveurs sous-dimensionnés ?



Mardi matin, le ministre de l'Education nationale a ainsi expliqué que les ENT (environnements numériques de travail) sont gérés par « *les collectivités locales, qui dépendent d'un opérateur privé à Strasbourg victime d'un incendie il y a quelque temps, qui n'a pas pu faire face à l'afflux de connexions ce matin* ».

Ralentissements, saturation, serveurs... le retour de l'école à la maison a connu plusieurs bugs

Dans un tweet, Michel Paulin, le dirigeant de cet opérateur privé nommé OVHcloud, a répliqué que « *OVHcloud n'est pas responsable des dysfonctionnements de certains services d'éducation à distance* ».

Il ajoute aussi que « *l'incendie de Strasbourg n'a aucun lien avec ces derniers* » et que « *des régions ENT affectées et des applications indisponibles ne sont pas hébergées chez OVHcloud !* ».

Contacté par Franceinfo, l'hébergeur précise par ailleurs être tout à fait en capacité de faire face à un afflux de connections. Mais souligne que les serveurs ont pu être sous-dimensionnés, puisque aucune demande d'infrastructures supplémentaires pour faire face à des pics de charge n'aurait été faite de la part de clients gérant les ENT à l'échelle départementale, régionale, ou pour le compte de l'Éducation nationale. Une cyberattaque « venue de l'étranger » ?

Quant au dispositif du Cned (Centre national d'Enseignement à Distance) Ma classe à la maison, qui a subi aussi des « *perturbations* », Jean-Michel Blanquer a évoqué mardi matin une « *très forte attaque informatique venue de l'étranger* », sans plus de précision sur son origine.

Selon France-Inter ce mercredi matin, le Quai d'Orsay n'avait alors pas été prévenu, et l'entourage du ministre a expliqué qu'il ne s'agissait alors que d'un « *soupçon* ». Une accusation « *disproportionnée* » selon un diplomate cité par la radio.

Dans la soirée, le ministère n'a plus évoqué d'attaque étrangère, mais simplement des cyberattaques, là non plus sans plus de précision sur leur provenance.

« Les cyberattaques ont été multipliées par quatre en un an », constate Florence Parly

Dans un communiqué, le Cned a affirmé mardi soir son intention de « *déposer plainte* », « *devant ces actes délibérés de malveillance* », évoquant notamment « *plusieurs dizaines d'attaques envers le site de continuité pédagogique Ma classe à la maison, qui n'ont pu être totalement bloquées par l'opérateur* ».

Une enquête, confiée à l'Office central de Lutte contre la Criminalité liée aux Technologies de l'Information et de la Communication, a été ouverte ce mercredi 7 avril pour « *accès frauduleux à un système de traitement automatisé* » et « *entrave au fonctionnement* » d'un tel système, selon le parquet de Paris.

Des ralentissements toujours en cours

Ce mercredi, des utilisateurs de Twitter relevaient encore des bugs sur certains ENT, le syndicat SNES-FSU Normandie pointant ainsi des « *ENT normands qui fonctionnent par bribes* ». Jean Rottner, le président de la région Grand Est, a quant à lui évoqué des « *ralentissements dus à un incident mécanique sur un disque de stockage* ».

